



Gateau Matthieu

Bellanger E., Mischi J. (dir.), Les territoires du communisme. Élus locaux, politiques publiques et sociabilités militantes

Pour citer l'article

Gateau Matthieu, « Bellanger E., Mischi J. (dir.), Les territoires du communisme. Élus locaux, politiques publiques et sociabilités militantes », dans *revue $\mathcal{I}$ Interrogations ?*, N°17. L'approche biographique, janvier 2014 [en ligne], <https://revue-interrogations.org/Bellanger-E-Mischi-J-dir-Les> (Consulté le 3 juillet 2024).

ISSN 1778-3747

Tous les textes et documents disponibles sur ce site sont, sauf mention contraire, protégés par la [Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 France](#).





Si les travaux sur le Parti communiste français (PCF), ses militants historiques et ses fédérations sont légion, peu nombreuses sont les analyses localisées s'intéressant aux pratiques et activités communistes à l'échelon municipal qui a longtemps suscité la méfiance du parti à l'égard de ses élus locaux et leur encadrement. A travers treize contributions, Julian Mischi et Emmanuel Bellanger proposent ici un travail original dont la qualité tient à la diversité des approches disciplinaires (sociologie, histoire, science politique) mobilisées comme à celle des terrains d'enquêtes présentés qui ont pour point commun de s'attacher aux formes de l'ancrage local du PCF dans les territoires. Le projet, attentif à la genèse des phénomènes sociaux et à leurs configurations spatiales, s'inscrit dans une tradition sociohistorique attentive à l'inscription territoriale des objets d'études. Il s'agit alors de restituer les réseaux militants communistes et les sociabilités électives d'une formation politique dans son espace national. On découvre ainsi, tout au long des trois cent trois pages du livre, une diversité de situations et d'expériences locales dont les variations s'expliquent par la nature de contextes économiques, sociaux, politiques et territoriaux singuliers. Elle illustre aussi les relations ambiguës et complexes de l'appareil dirigeant du parti avec ses militants, ses élus comme ses satellites locaux et permet la mise à jour des manières dont les élus et administrateurs communistes locaux ont investi le jeu institutionnel et politique en endossant leur rôle d'élus. Entre fidélité au parti et autonomisation, les élus municipaux se sont construit et professionnalisé parfois à côté de la ligne politique ou des recommandations du PCF... jusqu'à entraîner la défiance au sein de sa direction.

La première partie regroupe quatre contributions consacrées aux formes prises par le communisme municipal et à son exercice du pouvoir local. Le texte d'Emmanuel Bellanger s'intéresse à la mise en conformité gestionnaire des villes « rouges » et met en lumière les façons dont les élus communistes locaux ont dû, à travers le temps, apprendre à composer avec leur environnement institutionnel, politique et économique pour assurer la bonne marche du service public. On découvre alors comment certains édiles, parfois devenus de réels promoteurs de leur territoire, ont adopté une posture réformiste en dénonçant l'incompatibilité des prescriptions révolutionnaires avec l'exercice local et quotidien d'un pouvoir local qui suppose un compromis permanent avec les instances préfectorales ou transpartisanes... et donc une forme de normalisation des relations et des pratiques gestionnaires et administratives. De quoi interroger la perception d'un monde

communiste homogène et unitaire.

A partir d'un terrain situé à Roubaix, Rémi Lefebvre analyse ensuite le rôle et le poids relatif du communisme sur des élus socialistes régulièrement rappelés au respect de la norme ouvrière de l'élu-militant. L'auteur explique comment la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO), ancêtre de l'actuel Parti socialiste (PS), a cherché en suivant le « modèle » communiste à encadrer ses élus pour finalement affirmer que « *le maire est au même titre que d'autres représentants l'instrument de la volonté collective du parti* » (p. 63). Face à certaines velléités d'autonomisation, le PCF a ainsi tenté via l'encadrement de « contenir » ses militants candidats et élus locaux.

En banlieue parisienne, Paul Boulland montre que si dans le cadre municipal la tutelle de l'organe partisan existe, l'encadrement communiste a surtout travaillé à l'équilibre des rôles en tentant de lutter contre la constitution et la mobilisation d'un « *capital politique* » autonome. Cependant, en maintenant ces militants en périphérie de l'appareil, l'occasion leur a été offerte de développer un capital d'autochtonie ainsi qu'un « *capital politique* » qui échappe « *en partie au contrôle de l'institution partisane* » (p. 88) et autorise une marge de manoeuvre dans l'exercice des fonctions électives. Ce même mouvement d'autonomisation est confirmé par Thibault Tellier qui analyse le processus d'adaptation du PCF aux transformations des modalités du pouvoir local et à la décentralisation dans le courant des années 1970 ; décentralisation qui a finalement « *donné un nouveau cadre référentiel à l'administration des territoires communistes, mais elle a aussi, de fait, accéléré le processus d'autonomisation des élus locaux par rapport à l'appareil du PCF en leur conférant une plus forte légitimité* » (p. 108). Présenté plus loin, le texte de Sébastien Jolis sur la Confédération National du Logement (CNL), satellite communiste mais relais essentiel des activités du PCF en milieu urbain, traite aussi de prise de distance à l'égard du parti comme du registre de la protestation radicale. Après une période d'encadrement de la CNL par le PCF, cette dernière s'en est émancipée en devenant un interlocuteur des pouvoirs publics même si l'auteur conclut à son impossible autonomisation tant certains cadres du PCF ont pesé, durablement, sur ses orientations.

La seconde partie de l'ouvrage est peut-être celle dont l'unité est la moins évidente. Elle se compose de cinq contributions dont les deux premières traitent de la question des relations entre communisme et indépendance coloniale en Nouvelle-Calédonie et en Algérie. Dans les années 1920-1940 où la question de l'indépendance est un enjeu de lutte, Benoît Trépied étudie le militantisme communiste en Nouvelle-Calédonie, un territoire qui apparaît comme la « *colonie oubliée du mouvement communisme français et international* » (p. 118). En montrant que les clivages internes au parti communisme local font écho à la lecture raciale et clivante de la société calédonienne, l'auteur parvient au constat que le communisme y reste « *une affaire de blancs* » (p.117), empêchant toute stratégie de remise en cause profonde des rapports coloniaux et donc toute forme de mobilisation interrassiale en faveur des Kanaks avant 1946. Dans un registre similaire, François de Barros examine les rapports différenciés à la guerre d'Algérie des communistes de Roubaix, Nanterre et Champigny. En fonction des configurations politiques locales et de la composition de la population, les processus de politisation comme les pratiques de mobilisations du PCF et de ses relais locaux varient autour de l'établissement d'un discours non pas anticolonialiste mais davantage axé sur la dénonciation du racisme dont les Algériens sont victimes.

Le travail d'Emilie Biland porte quant à lui sur l'évolution du recrutement et de la gestion du personnel municipal d'une petite ville industrielle bretonne entre 1971 et 2008. Elle distingue une première période marquée par une gestion personnalisée au sein de laquelle la sociabilité et l'appartenance aux réseaux militants et associatifs sont des atouts pour un recrutement en mairie marquée par la bureaucratisation et la syndicalisation. Cette configuration sera remise en cause au milieu des années 1990 par la banalisation de la logique gestionnaire impersonnelle à l'heure des alternances politiques. L'interconnaissance décline dans le processus de recrutement et d'encadrement du personnel au profit d'une formalisation des procédures et d'une codification des mécanismes d'interaction.

En étudiant les politiques urbaines d'une ville communiste du couloir de la chimie lyonnais entre 1971 et 2000, Violaine Girard montre comment les élus communistes, sous la houlette d'un maire élu pendant près de trente ans, ont tenté de maîtriser les dynamiques de peuplement des différents quartiers de la ville en justifiant leurs actions par leur appartenance au PCF. Elle éclaire ainsi la tension des élus communistes entre volonté de promouvoir des programmes de logement en accession à la propriété pour les ouvriers et attraction d'une population plus aisée dans un contexte marqué par la précarisation des classes populaires et la stigmatisation de l'habitat social. L'intégration de cette commune à la communauté urbaine de Lyon entraîne des transferts de compétences à l'échelon intercommunal. Après la réalisation de divers projets urbanistiques, la

réhabilitation du centre-ville décidée par un maire dont le discours se dépolitise et le « *capital politique* » s'autonomise vis-à-vis du PCF s'accompagne d'une « *diversification sociale par le haut* » (p. 199) qui entraîne des tensions au sein de l'équipe municipale.

En introduction de la dernière partie, David Gouard analyse, à Ivry-sur-Seine, le maintien et la reproduction depuis le milieu des années 1920 d'un modèle d'affiliation sociopolitique favorable aux représentants communistes, sous l'impulsion des couches moyennes/supérieures de la population. Regroupées en majorité dans un centre ville réhabilité (un « *nid de communistes* », p. 210), ces habitants dont certains revendiquent un ancrage local ancien se réclament d'une « culture ivryenne » héritée de l'aristocratie ouvrière qui permet au PCF, et ce jusqu'à nos jours, de conforter son assise politique dans le paysage local.

La contribution de Nicolas Bué et Fabien Desage figure parmi les plus édifiantes de cet ouvrage en montrant la contorsion opérée par le PCF sur la question de l'intercommunalité, ce dernier ayant littéralement « retourné sa veste » en s'y ralliant après avoir refusé toute forme de coopération jusqu'au milieu des années 2000. Les auteurs éclairent fort bien les conséquences de ce retournement de position où les élus qui entrent dans le jeu intercommunal, à fort pouvoir socialisateur, s'autonomisent progressivement par rapport au PCF et à ses prescriptions. A tel point que face à l'affaiblissement général du parti, certains élus n'hésitent pas à aller « *chercher dans les EPCI [établissement public de coopération intercommunale] les ressources dont ils ont besoin pour résister localement* » (p. 245).

Ces hésitations stratégiques du parti se retrouvent dans le bassin de Longwy étudié par Jean-Luc Deshayes. L'auteur explique que le PCF et les acteurs locaux qui l'accompagnent, dans un contexte de désindustrialisation, de désouvriérisation et de transformations du salariat, se montre hésitant dans les modalités de lutte et d'engagement collectif. Dans un texte conclusif s'intéressant aux archives de l'agglomération grenobloise, des campagnes centrales de l'Allier ou des régions de Longwy et de Saint Nazaire, Julian Mischi éclaire les causes du déclin continu du PCF dans les années 1980-1990, à la lumière des reconfigurations des formes d'engagement traversant l'appareil communiste. Il montre que la disparition de la marque du parti, à savoir la présence du PCF dans les entreprises, s'est accompagnée d'une contraction de la base militante poussant les élus locaux à déployer des stratégies d'autonomisation vis-à-vis du parti et de fédérations locales apparaissant parfois comme des « *coquille(s) vide(s)* » (p. 281). En adoptant une stratégie de conformisme politique, le PCF s'est finalement réorganisé sur sa base électorale, territoriale et communale à mesure que se transformaient les formes d'encadrement militant. Accompagnant ce mouvement qui entraîne *in fine* un éloignement du parti des milieux populaires, les élus se sont professionnalisés et leur capital militant est désormais moins considéré que leur expérience gestionnaire.

Finalement, cet ouvrage rédigé dans un style clair et dynamique remplit pleinement ses objectifs. Il donne en effet à voir des processus sociaux complexes et multiples qui, en fonction des contextes locaux et des périodes, témoignent tous d'une évolution lente mais certaine du Parti communiste. Les analyses localisées dont il est ici question, en renouvelant la focale, offrent alors avec finesse la possibilité d'analyser les mécanismes l'ayant conduit à se replier sur lui-même. En s'éloignant des fondements organisationnels et militants qui ont contribué à son essor, le PCF est devenu un parti « d'élus » dont l'ancrage local ne suffira peut-être pas à enrayer le déclin dans lequel il est depuis longtemps engagé.